



## Coopération Sud-Sud pour le développement

Distr. limitée  
17 août 2012  
Français  
Original : anglais

---

### Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud

Dix-septième session

New York, 22-25 mai 2012

**Projet de décision présenté par la Présidente du Groupe de travail,  
Alison Chartres (Australie), à l'issue de consultations**

### Coopération Sud-Sud

*Le Comité de haut niveau,*

*Réaffirmant* la résolution 33/134 de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1978, dans laquelle l'Assemblée a fait sien le Plan d'action de Buenos Aires pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en développement<sup>1</sup>,

*Réaffirmant également* le document final de Nairobi adopté par la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue à Nairobi du 1<sup>er</sup> au 3 décembre 2009, repris dans la résolution 64/222 de l'Assemblée générale en date du 21 décembre 2009<sup>2</sup>,

*Notant* que la structure de l'aide s'est considérablement modifiée durant la décennie en cours avec l'apparition de nouveaux fournisseurs d'aide et de stratégies de partenariat inédites ayant recours à de nouvelles modalités de coopération, ce qui a contribué à accroître l'apport de ressources, et notant en outre que l'action conjugée de l'aide au développement, des investissements privés, du commerce et des nouveaux acteurs du développement offre de nouvelles possibilités de tirer parti des ressources du secteur privé au bénéfice de l'aide,

*Réitérant* son appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire qui fournit des ressources supplémentaires fort nécessaires à la mise en œuvre des programmes de développement,

*Conscient* de l'importance que revêt la coopération Sud-Sud, de la singularité de son histoire et de ses particularités, et soulignant qu'il faudrait la considérer comme l'expression de la solidarité et de la coopération entre les pays, fondée sur

---

<sup>1</sup> Rapport de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, Buenos Aires, 30 août-12 septembre 1978 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.78.II.A.11 et corr.), chap. I.

<sup>2</sup> Résolution 64/222 de l'Assemblée générale, annexe.



des expériences et des objectifs partagés, et que les deux formes de coopération existantes appuient un programme de développement axé sur les besoins et les attentes spécifiques des pays en développement, constatant par ailleurs que la coopération Sud-Sud complète la coopération Nord-Sud plus qu'elle ne se substitue à elle et prenant note du rôle que jouent les pays en développement à revenu intermédiaire en qualité de fournisseurs et de bénéficiaires de prestations de coopération pour le développement,

*Demandant* aux pays en développement, qui doivent être guidés par un esprit commun de solidarité et agir selon leurs capacités, de soutenir la mise en œuvre effective du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (Programme d'action d'Istanbul)<sup>3</sup> et du Programme d'action d'Almaty : Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit<sup>4</sup>, dans les domaines de coopération fixés d'un commun accord dans le cadre de la coopération Sud-Sud, laquelle doit compléter la coopération Nord-Sud et non se substituer à elle,

*Rappelant* sa décision 16/1, relative aux mesures nécessaires à l'application du document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud,

1. *Prend note* des rapports sur l'état de la coopération Sud-Sud intitulés « Examen des progrès accomplis dans l'application du Plan d'action de Buenos Aires, de la stratégie relative à la nouvelle orientation de la coopération Sud-Sud et du document final de Nairobi issu de la Conférence de haut niveau sur la coopération Sud-Sud »<sup>5</sup> et « Examen des rapports de l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement »<sup>6</sup>;

2. *Prend note également* du Plan-cadre contenant des directives opérationnelles sur l'appui des Nations Unies à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire<sup>7</sup>, et, considérant que ces directives sont appelées à évoluer, demande au Secrétariat, en les mettant à jour, de prendre en compte les perspectives, préoccupations, idées et expériences des États Membres et décide de reprendre leur examen à sa dix-huitième session;

3. *Souligne* qu'il est un organe intergouvernemental important chargé, dans le système des Nations Unies, d'examiner et d'évaluer les progrès accomplis en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, ainsi que le soutien apporté à ces formes de coopération, à l'échelle mondiale et à celle du système de l'ONU, et, à cet égard, appelle l'attention sur la nécessité d'évaluer l'efficacité de ses travaux et procédures;

---

<sup>3</sup> *Rapport de la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, Istanbul (Turquie), 9-13 mai 2011* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 11.II.A.1), chap. II.

<sup>4</sup> *Rapport de la Conférence ministérielle internationale des pays en développement sans littoral et de transit et des pays donateurs et des organismes internationaux de financement et de développement sur la coopération en matière de transport en transit, Almaty, Kazakhstan, 28 et 29 août 2003* (A/CONF.202/3), annexe I.

<sup>5</sup> SSC/17/1.

<sup>6</sup> SSC/17/2.

<sup>7</sup> Voir SSC/17/3.

4. *Prend acte* du fait que les coopérations Sud-Sud, triangulaire et Nord-Sud partagent des objectifs de développement convenus au niveau international, notamment les objectifs du Millénaire pour le développement, et encourage les États Membres et les organisations concernées à partager l'expérience qu'ils ont acquise en fournissant des services liés à la coopération en matière de développement, afin d'accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et d'arrêter le programme de développement de l'ONU après 2015;

5. *Réaffirme* qu'il importe de resserrer la coopération Sud-Sud, surtout dans la situation économique internationale actuelle, et affirme de nouveau son appui à la coopération Sud-Sud en tant que moyen de soutenir les efforts de développement des pays en développement et aussi d'accroître leur participation à l'économie mondiale;

6. *Invite* les fonds, programmes et organismes spécialisés du système des Nations Unies, conformément à leurs propres mandats et programmes de travail et aux priorités fixées par leurs organes directeurs, de prendre des mesures concrètes en vue de systématiser l'appui à la coopération Sud-Sud, y compris la coopération triangulaire, et d'aider ainsi les pays en développement à se doter des capacités nécessaires pour tirer le meilleur parti de cette coopération et en accentuer les effets;

7. *Constate* qu'il faut mobiliser des ressources adéquates en vue de renforcer la coopération Sud-Sud et, à ce propos, invite tous les pays en mesure de le faire, notamment les pays pourvoyeurs d'aide, à verser des contributions pour appuyer cette coopération, notamment par l'intermédiaire du Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération économique et technique entre pays en développement et du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud;

8. *Réaffirme* le mandat du Groupe spécial pour la coopération Sud-Sud, entité autonome hébergée par le Programme des Nations Unies pour le développement qui est chargée de coordonner la promotion et la facilitation de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire aux fins du développement, à l'échelle mondiale et à celle du système des Nations Unies, décide de nommer ce groupe « Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud », et demande au Secrétaire général, en consultation avec les États Membres, dans le cadre de son rapport d'ensemble sur la dix-huitième session du Comité de haut niveau sur la coopération Sud-Sud, de formuler des recommandations concrètes visant à renforcer les capacités du Bureau, notamment en matière de réactivité, d'efficacité et de qualité de ses prestations, selon qu'il conviendra, afin de lui donner les moyens d'appuyer la prise en compte systématique de la coopération Sud-Sud dans l'ensemble des organismes de développement du système des Nations Unies;

9. *Invite* les conseils d'administration des fonds et programmes des Nations Unies à envisager, dans le cadre d'un débat élargi, tenu au niveau des conseils, sur les mesures relatives à l'amortissement des coûts, de réduire les frais de participation aux coûts imputés au budget des programmes et projets de coopération Sud-Sud mis en œuvre avec leur appui;

10. *Décide* d'examiner le rapport du Corps commun d'inspection sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le système des Nations Unies<sup>8</sup> et la note du Secrétaire général<sup>9</sup>, dans le cadre de son programme de travail et des documents dont il est saisi à sa dix-septième session, de tenir un débat sur les recommandations qui y sont formulées et de se prononcer sur la question;

11. *Décide aussi* que la présente décision sera soumise pour étude dans le cadre de l'examen quadriennal complet des activités opérationnelles de développement du système des Nations Unies;

12. *Prie* le Secrétaire général de lui présenter un rapport complet, à sa dix-huitième session, sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la présente décision.

---

---

<sup>8</sup> Voir A/66/717.

<sup>9</sup> A/66/717/Add.1.